

En Côte d'Ivoire Soro «touche le fond», Gbagbo garde espoir d'être éligible en 2025



Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous



CONNECTION
BURNIENNE.NET

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous

ConnectionivoirienneConnection@burnienne.net – Premier site d'information et d'actualité -indépendant en Côte d'Ivoire / JEUDI 12 juillet 2023 N° 26

Drame Les fortes pluies font 15 morts et plusieurs disparus en une journée à Abidjan



**Les maires
fortement
critiqués**



Municipales Man

**(Candidat indépendant)
explose «Notre crédo: Bâtir la
mairie solidaire anti-corruption et
rendre publics les rapports financiers»**

Mes souvenirs avec Francis Wodié (chronique de Venance Konan)

Lorsque nous étions étudiants, dans les années 78-82, nous considérons tous ceux qui étaient opposés à Houphouët-Boigny comme des héros. Et dans ce registre, Francis Wodié était un mythe. Il n'avait pas la grande gueule de Laurent Gbagbo ou de Zadi Zaourou, mais il était auréolé du fait qu'il avait été emprisonné par Houphouët-Boigny, puis exilé en Algérie où il avait obtenu une agrégation en droit qui n'avait pas été reconnue en Côte d'Ivoire, l'obligeant ainsi à aller en faire une autre en France. Francis Wodié fut mon professeur en histoire des idées politiques lorsque j'étais en maîtrise de droit public. Il était un excellent professeur, qui ne se servait jamais de ses cours comme d'une tribune politique, contrairement à d'autres enseignants. Comme me l'a rappelé mon frère Désiré Gaudji, à toutes nos questions un peu pertinentes, voire audacieuses, il répondait toujours par « on pourrait le dire. » Et c'est dans le développement que l'on découvrait si la question ou observation était juste ou non. Nous avions beaucoup de respect et d'admiration pour lui. A la fin de l'année universitaire, avec ma maîtrise en poche, je me trouvai en train de tourner en rond. Je n'avais passé aucun concours, et à vrai dire, je ne savais pas très bien ce que je voulais faire de ma vie.

Notre journal, Campus Info, qui marchait très bien et dans lequel je comptais faire carrière après mes études de droit, avait été interdit par Houphouët-Boigny après la grande grève de février 1982. Un jour, Francis Wodié qui était le doyen de la fac de droit nous fit appeler, Désiré Gaudji, un autre ami et moi, et il nous dit qu'il avait vu nos résultats et se demandait pourquoi nous n'irions pas faire des doctorats en France, vu que nous étions de bons étudiants. Je n'étais pas très chaud, parce que le premier débouché du doctorat en droit était l'enseignement, et c'était une carrière qui ne me tentait pas du tout. Mais je ne réfléchis pas trop longtemps. J'avais le choix entre être chômeur à Abidjan ou étudiant boursier en France. Je me dis que je verrais bien, par la suite, après le doctorat. Je choisis la ville de Nice parce que notre ancien doyen, M. Vaux, y enseignait et les étudiants de l'université de Côte d'Ivoire y étaient acceptés sans difficulté, même s'ils s'y prenaient avec du retard comme c'était mon cas. Je rentrai en 1987 avec mon doctorat et me fit rapidement une place dans le journalisme. En 2000, j'étais le chef du service communication de l'Assemblée nationale lorsque les



Refondateurs prirent le pouvoir. Ils se souvinrent de mes papiers qui n'avaient jamais été tendres avec eux et, rancuniers qu'ils sont, ils me mirent dans un joli placard où je finis par m'ennuyer.

En 2002, l'un de mes amis devint le patron de la fac de droit de Bouaké. Il accepta que j'y donne des cours de droit international public à la prochaine rentrée. Il était en manque d'enseignants. Au début de septembre 2002, le nouveau directeur de Fraternité Matin (Fratmat) me fit savoir qu'il aimerait que je revienne dans mon ancien journal. J'acceptai. Le 19 septembre, il y eut le début de la rébellion. Je retournai à Fratmat en octobre, comme grand reporter. J'entrepris d'aller voir les conséquences de la guerre sur les pays qui nous entourent et la situation des Ivoiriens

qui y avaient cherché refuge. En 2003, les cours commencèrent à l'université de Bouaké qui avait été délocalisée à Abidjan. Et je sus que j'étais l'assistant du professeur Wodié. Il reçut ses assistants à son domicile et fut surpris de me trouver parmi eux. Il connaissait le journaliste que j'étais, mais ne se souvenait pas de son étudiant que je fus. « Lorsque j'ai vu le nom, je me suis dit qu'il s'agissait certainement d'une homonymie », me dit-il. Je lui racontai mon parcours et comment il m'avait amené à aller faire ce doctorat en droit qui me valait d'être devenu un de ses assistants. Il y avait parmi nous des assistants qui n'avaient que la maîtrise de droit, alors que lorsque nous sommes revenus de nos études en France, le professeur Wodié exigeait un doctorat avec la mention « Très ho-

norable » pour prétendre être un assistant. Entre mes grands reportages qui me conduisaient le plus souvent hors du pays et les cours de droit international, ce ne fut pas du tout facile. Nous étions trop peu d'enseignants pour trop d'étudiants. Mon calvaire était les corrections des devoirs. Mais il ne me fallait surtout pas décevoir le professeur Wodié. Je réussis à tenir une année universitaire, et décidai de ne revenir à l'enseignement que lorsque j'aurai pris ma retraite de journaliste. Je ne revis plus le professeur Wodié, sinon à la télévision et dans les journaux. L'image que j'ai gardée de lui est celle d'un intellectuel profondément intègre, trop intellectuel et trop intègre peut-être pour faire de la politique

Municipales 2023 à Cocody: Zoumana Bakayoko présente sa candidature à Djorobité village



Échangeant le mardi 20 juin 2023, avec les partis, groupements politiques et futurs candidat(e)s sur les dispositions légales des prochaines municipales et Régionales, le Président de la Commission Électorale Indépendante (CEI) Ibrahim Coulibaly-Kuibert a fait savoir que pour l'échéance du 2 septembre 2023, va tenir compte du décret de 2010. Ainsi donc certains villages et quartiers seront rattachés à leurs entités prévues dans le décret (sic !) Ce qui n'a pas pu être fait en 2018 (régionales/municipales) ou même en

2021 (législatives). Interrogé sur l'augmentation soudaine, à la surprise générale, du nombre de conseillers, parfois de 20% dans certaine circonscription, et ce à un petit mois de la fin du délai de dépôt des dossiers de candidatures [1er au 19 juillet 2023], le juriste Kuibert, qui se veut puriste du Droit tout en occupant une fonction très hautement politique [son paradoxe, le contraste Kuibert], a renvoyé tout le monde aux articles de lois. A la question de savoir comment calcule-t-on le nombre de conseillers par commune, sur des

bases objectives, aléatoires ou politiques, notre juriste est resté encore dubitatif, ne sachant trop quoi répondre à la question. Pourquoi une commune de 20 000 habitants à 32 conseillers alors qu'une ville de plus de 200.000 habitants en a 55 ? (Nous y reviendrons, sur le système électoral corrompu, déséquilibré, partisan, non-transparent en Côte-d'Ivoire et le rôle complice qu'y joue la CEI).



La date limite pour le paiement de la patente transport au titre de l'année 2023, initialement fixée au 28 mars et au 20 mai 2023, sont exceptionnellement reportées au lundi 31 juillet 2023. L'information émane du directeur général des impôts, Ouattara Abou Sié, via un communiqué. Par conséquent, il invite les propriétaires de véhicules de transport public de personnes et/ou de marchandises y compris les véhicules à deux ou trois roues à se rendre dans leur Centre des Impôts de rattachement ou sur le portail « e-impôts » pour s'acquitter de ladite patente avant le délai sus indiqué. « Passé ce délai, ils s'exposent aux sanctions prévues par le Livre de Procédures fiscales, notamment l'application de pénalités et éventuellement, la saisie et la mise en fourrière de leurs véhicules d'exploitation », prévient le directeur général des impôts, qui dit compter sur le civisme fiscal de tous.

Transport impôts: La date limite de paiement de la patente reportée au 31 juillet

PPA-CI: Reprise d'activités pour Charles Rodel Dosso après plus de 7 mois de suspension



Le 22 novembre 2022, à l'approche de la marche de la Société Civile contre la cherté de la vie en Côte d'Ivoire, je fus informé de ma suspension de mon poste de SGA Chargé des Relations avec la Société Civile au Parti. Cette décision a été confirmée le Mercredi 23 novembre 2022 lors d'une conférence de presse organisée par le Parti.

Le 24 novembre 2022, la Conseil de Discipline du Parti (D.C.P), à la suite de la haute direction, prit la décision de me suspendre de toute activité du parti, me retirant ainsi, la qualité de militant du PPA-CI avant d'engager à mon encontre une procédure disciplinaire pour « défiance et insubordination à l'autorité hiérarchique ».

Il m'était reproché mon incapacité déclarée à lever le mot d'ordre de marche de la Société Civile contre la vie chère ainsi que mon refus de retirer mon soutien à ses organisateurs.

Cette procédure disciplinaire aura duré plus de sept (7) mois. Sept (7) longs mois d'inactivité. Ce fut sept (7) pénibles mois d'attente et de patience dans l'espoir de l'amélioration d'une situation qui allait s'empirant.

Je suis aujourd'hui heureux d'annoncer que cette difficile longue période d'inactivité s'est achevée. J'ai été réhabilité le vendredi 30 juin 2023.

Acceptez que je laisse à la haute direction du Parti le soin de publier la décision finale marquant le terme de cette procédure disciplinaire.

Pour ma part, je veux juste que l'opinion publique retienne que j'ai été totalement réhabilité. Oui !!! Au moment où je reprends mes activités au sein du Parti, je garde mon casier judiciaire politique totalement intacte.

C'est pourquoi, avant la reprise effective des activités au sein du Parti, je veux de tout cœur remercier l'Eternel des Armées qui demeure fidèle à sa parole. Au terme de cette procédure, je comprends avec certitude la Bible quand elle dit en Psaumes 34 verset 20 : « Le malheur atteint souvent le juste mais l'Eternel l'en délivre toujours ». Merci au maître de l'univers qui m'a délivré de cette épreuve.

Je ne cesserai d'être reconnaissant au Président Laurent Gbagbo, Président du Parti, homme épris de justice et de vérité dont l'intervention personnelle a mis fin à cette longue procédure disciplinaire.

Dans cette tribulation qui m'envahissait, j'avais toujours espérée en la justesse de son jugement. Je ne me suis pas trompé.

Merci également aux membres de la direction et aux militants du Parti qui ne m'ont pas tourné le dos dans cette épreuve.

Que dire des différents leaders de la Société Civile qui ont continué de me manifester leur soutien malgré ma descente aux enfers. Merci à vous, camarades de lutte.

Je suis de retour. Je viens reprendre entièrement et totalement ma place au sein de notre le Parti, le PPA-CI.

Pour ce retour, je veux informer l'ensemble des ivoiriens et plus particulièrement les organisations de la Société Civile que je viens avec un engagement et une détermination renouvelés afin qu'ensemble nous reprenions la lutte là où nous l'avions laissée.

Il faut reprendre à bras le corps la lutte contre la cherté de la vie. De novembre 2022 à aujourd'hui, juillet 2023, la précarité des ménages s'est aggravée. Sur les marchés, nous assistons à une augmentation sans cesse galopante des coûts des denrées alimentaires. Le bas peuple se meurt pendant que les gouvernants, sans s'en soucier, roulent carrosse. Et ça, on ne peut l'accepter !!!

Au plan strictement politique, avec l'accord déjà reçu de ma hiérarchie, je défendrai les couleurs de mon Parti au Conseil Régional dans le Tonkpi, ma région d'origine. Malgré le délai très limité qui m'est imparti, en bon soldat du PPA-CI, je me battrais.

Toutefois, tout en faisant miens les argumentaires de la haute direction, notre participation aux élections locales sur la base d'une liste électorale excluant le Président Laurent Gbagbo, suscite en moi quelques petites questions :

‡ Cette participation ne serait-elle pas prise pour une caution du Parti à ladite liste électorale ? ;

‡ N'est-ce pas cette liste qui sera reconduite pour les présidentielles de 2025 ? ;

‡ N'inscrivant pas l'action dans son opportunité, pouvons-nous réussir à postérieurement une mobilisation de sorte à inverser les rapports de force pouvant obliger le Pouvoir à reconsidérer sa position ? ;

‡ Notre participation ne frapperait-elle pas ainsi le président Laurent Gbagbo de Forclusion pour les présidentielles ? ;

Je garde la certitude qu'autant que moi, plusieurs militants se posent une multitude de questions.

Aussi, reste-je convaincu qu'il serait avantageux, avant les élections locales, d'ouvrir un large débat interne afin d'arrêter de façon concertée, une conduite à tenir face à la radiation définitive du Président Laurent Gbagbo de la liste électorale.

Il s'agira de débat inclusif avec toutes les instances de direction du parti ainsi que des structures de base. Un débat dans lequel le président Laurent Gbagbo interviendra qu'en dernier ressort. Une décision ainsi prise de façon collégiale rendra chacun de nous responsable de ce qui adviendra.

Pour ma part, comme je le dis invariablement et sans discontinuer depuis notre chute en 2011, nous n'obtiendrons rien de M. Ouattara tant que nous ne nous confronterons pas effectivement à lui.

Aller de report en report dans l'établissement et l'engagement d'un véritable rapport de force avec le Pouvoir Ouattara, ne fera qu'apporter de l'eau au moulin de celui-ci et ses alliés. Ils n'ont pour unique projet que de ranger le président Laurent Gbagbo aux calendes grecques.

On doit refuser d'accompagner un tel projet. A moins que nous-mêmes ayons décidé d'utiliser notre président juste comme un instrument de marketing politique. C'est-à-dire, parler de Gbagbo à tue-tête, juste pour se faire un nom, sans une conviction réelle d'œuvrer à son rétablissement au Pouvoir, pourtant à portée de main.

Dans tous les cas, il est venu le temps où il nous sera impossible de faire l'économie de ce combat. C'est notre destinée. Et nous n'y échapperons pas !!!

Ce qui fait ma joie, c'est que la victoire est nôtre, car divinement acquise. Aussi, combattons-nous pour la victoire et dans la victoire.

**Union, Foi, Courage ; pas de doute,
nous vaincrons !!!
Que Dieu nous bénisse !!!**

Municipales Man



Alexis Gbansé Douadé (Candidat indépendant) expose «Notre crédo: Bâtir la mairie solidaire anti-corruption et rendre publics les rapports financiers»

Nous vous proposons la 2e partie de l'interview avec le candidat indépendant Alexis Douadé Gbansé de la liste TeamAGD. La troisième et dernière partie de l'interview qui traite du programme communal de la liste #MairiedeMan2023cNOUS #TeamAGD sera mise en ligne dans le courant de la semaine prochaine. Ensuite l'équipe de campagne du candidat organisera des live sessions sur Facebook pour échanger et répondre aux questions des habitants de la ville, surtout des plus jeunes qui ne votent pas généralement. Ceux-là mêmes qui ne croient plus à la vieille classe politique en place depuis les temps coloniaux.

Vous qui vivez depuis longtemps en Europe, soit 25 ans aux Pays-Bas après quelques années passées en Allemagne, votre pays d'accueil en 1994, y a-t-il un modèle en matière de gestion communale qui vous inspire et que vous voudriez implémenter ici ?

Que ce soit en Allemagne ou aux Pays-Bas, les mairies consacrent en moyenne le tiers de leurs dépenses aux services sociaux. Ce qui est en fort décalage avec nos réalités ici en Côte d'Ivoire. Les services sociaux sont les prestations pour les chômeurs ou par exemple aux handicapés, les programmes de lutte contre la pauvreté à travers des aides financières aux ménages les plus démunis et les allocations budgétaires aux différents services sociaux. Certains secteurs d'activité tels que la culture peu rentable, sont subventionnés par les communes. C'est ce genre de mairie que je souhaite à Man. Une mairie au service de ses contribuables les moins nantis, une mairie solidaire. N'oublions pas que du bien-être social découle par exemple la sécurité communale et la réussite scolaire des enfants. S'il y a moins de chômeurs, automatiquement, il y a moins de délinquance, donc moins d'insécurité. Un second point que je voudrais toucher en réponse à votre question est la transparence de la gestion financière. Nous voulons une mairie dont les rapports financiers et les procès-verbaux des conseils sont librement accessibles à tout citoyen qui visite notre site internet. Nous allons innover avec un rapport d'activités et de dépenses annuels accessibles à tout citoyen de notre commune. C'est en combattant l'opacité que nous pouvons efficacement agir contre la corruption.

Si on prend le cas collectivités dites « décentralisées » sur l'année 2019 et je cite textuellement le rapport comptable et financier de leurs Directions au sein du ministère de tutelle "Les mandements ont porté en grande partie sur les dépenses de fonctionnement avec 164,8 milliards, soit 71,78 % des dépenses globales dont 52,1 milliards de charges de personnel, soit 22,69 % et 112,7 milliards soit 49,09 % pour les dépenses de fonctionnement hors personnel.

Les charges de fonctionnement des Collectivités Décentralisées sont passées de 96 milliards en 2016 à 164,8 milliards en 2019, soit une augmentation de 68,8 milliards en 3 ans. Cela montre l'éloignement des Collectivités Décentralisées de leur mission initiale de

création de richesse. Les quelques actions sociales qui ont retenu l'attention des autorités locales représentent environ 9,71 % des dépenses de fonctionnement ». Il nous faut inverser cette tendance en privilégiant l'investissement. L'investissement dans le social c'est-à-dire l'école, la santé, le soutien aux plus démunis, la voirie communale, les loisirs...

En Côte d'Ivoire élection rime avec argent, on laisse peu de places pour les idées. Est-ce que vous allez vous aussi délier la bourse et distribuer l'argent aux électeurs pour ainsi rentrer dans le contexte comme on dit ici ou alors vous allez faire campagne à l'européenne, sans donner d'argent ?

C'est vrai que les dépenses de campagne en général ne sont pas limitées par la loi en Côte d'Ivoire, comme dans tout pays démocratique qui se respecte. C'est dommage ! Tout comme l'absence d'un second tour aux municipales. Sur cette question d'argent dans la campagne, je rappelle sans cesse aux Manois la célèbre phrase du président Laurent Gbagbo face au premier président de la Côte d'Ivoire indépendante Félix Houphouët-Boigny en 1990 et qui disait ceci : « Si on vous donne l'argent prenez et bouffez pian ! car c'est votre argent qu'ils ont détourné ». Pour vous dire que je ne souhaite pas me joindre à ce qui pourrit les élections dans mon pays, la corruption et le déni de vraie démocratie à presque toutes les étapes du processus. Ces gestes sont pourtant interdits par le code électoral. C'est pourquoi nous proposons la gratuité des extraits de naissance pour tous les nouveau-nés dans la commune pendant notre mandat. Nous offrons aussi la gratuité de la première Carte nationale d'identité (Cni) à tous les jeunes de 18 à 25 ans. Toutes ces mesures ont pour but d'éviter que les électeurs se laissent corrompre par les candidats qui payent la confection de leurs documents dans l'intention de les embrigader, juste le temps d'une élection. La question identitaire a fait trop de dégâts à notre pays pour qu'on la laisse aux mains des candidats politiques aux élections.

Pensez-vous avoir des chances de l'emporter avec cette réalité ? Comment évaluez-vous vos chances de gagner ?

Eh bien ! Je vais vous surprendre M. Debailly. Je vais remporter cette élection parce que je n'ai jamais perdu d'élection dans ma vie. Quand je décide de me présenter c'est que je sais que je ne vais pas perdre. Je sais mes stratégies que nous déployons déjà progressivement. Mais souffrez que je les garde secrètes pour le moment (rires). Tout comme ma liste de 45 conseillers que je garde jalousement encore quelques semaines.

Ma liste ramène la diaspora à Man Cette diaspora qui ne croyait plus en sa ville après la parenthèse rebelle Nous apportons l'innovation et la transparence dans notre commune

Avec nous, les touristes reviendront à Man comme par le passé. Nous allons donner de la visibilité à notre ville et la rendre attractive.

Mon programme créera des liens forts entre Man et ma ville de résidence Eindhoven aux Pays-Bas. Pour votre gouverne, nous amenons sur notre feuille de route un projet de jumelage entre les deux communes. Ainsi après Besançon en France, Man pourra être jumelée avec une seconde ville européenne. Je vous informe qu'Eindhoven est la « Silicon Valley » de l'Europe, à l'avant-garde du Hightech.

Pouvez-vous retracer pour nos lecteurs la petite histoire de votre établissement en Europe, vous l'ancien étudiant de l'université de Cocody, militant des premières heures de la Fesci ?

Effectivement. Mon BAC A1 avec la mention assez bien en poche en 1993, je me suis inscrit en Droit à Cocody où j'ai rapidement rejoint la section Fesci de ladite Faculté par l'entremise de mon copain d'enfance Damana Pikass que je connaissais depuis 1978 à Bonoua. Quand je rentrais au CP1, lui était au CE1.

Le 15 mai 1994 nous sommes mis aux arrêts durant une Assemblée Générale de la Fesci à Mermoz et gardés dans des conditions musclées avec 24 autres étudiants à l'Ecole de police. Encore pire pour moi, le ministre de la sécurité d'alors, Gaston Ouassénan, ayant appris que j'avais tenté de faire sortir un papier que ma copine devait remettre au quotidien La Voie, est rentré dans une colère noire. Ce ministre m'a fait subir l'un des pires moments de ma vie en me faisant torturer de façon atroce. Je suis sorti de cette détention de deux semaines avec plusieurs séquelles physiques et mentales. J'en porte encore 30 années après. Bref ce fut une détention qui aurait pu me coûter la vie, mais en même temps elle va me permettre de partager un moment d'histoire pour l'éternité avec Soro Guillaume, Blé Goudé, Jean Marie Depkaï, Youté Innocent, Blé Guirao, Roska Kouamé, Axalam, le Che, Baudaud Jean Brice et tous les autres compagnons de lutte. Quelques mois après la prison, je suis les exemples de plusieurs dizaines ou centaines de militants de la Fesci ayant choisi les incertitudes et l'aventure de l'exil en Europe. Donc, nous sommes arrivés en Europe avec une conscience militante et non pas en tant que simple chercheur de bonheur. Mon premier retour au pays fut un choc en 2003 en pleine guerre et en plein couvre-feu. Depuis lors j'ai gardé le réflexe de me rendre régulièrement au pays, parce que, quelque part en moi, il y a cet amour irrationnel qui nous lie à vie aux endroits qui nous ont vu naître et nous ont vu faire nos premiers pas. En exil j'ai été secrétaire aux affaires socio-culturelles du MLTCI avec les camarades tels que Apollos Dan Thé, Made Gueu, Siriki Konaté, Séry Apollinaire, Dr Kocra Assoa, Me Évariste Ohinché, Me Koné Eugénie, Djo Zérégbé, Esther Tse Mao, etc. En 2008, je vais cofonder avec Apollos le site Connectionivoirienne.net, qu'on a voulu indépendant et entièrement dédié à la promotion de la liberté de la presse et de la liberté d'expression en Côte d'Ivoire a des milliers de kilomètres. C'est vous dire durant toutes ces années, je suis resté « in touch » avec mon pays de naissance tout en apprenant de mon pays de seconde nationalité, la Hollande.

Politique

En Côte d'Ivoire Soro «touche le fond», Gbagbo garde espoir d'être éligible en 2025



Gbagbo, qui a été exclu de la liste électorale en raison d'une condamnation privative de ses droits civiques, et qui ne pourra pas voter lors des élections locales de début septembre prochain, garde espoir que d'ici à la présidentielle de 2025, il pourra être réhabilité. Pour le moment, l'ancien pensionnaire de la prison de la Cour pénale internationale (CPI), qui « considère cette non-inscription comme une manœuvre politicienne visant à l'écartier de la vie politique », affirme qu'il n'est « point affecté par la situation ».

Mais qu'en sera-t-il dans quelques mois, si le Christ de Mama n'obtient pas gain de cause, en ce qui concerne la présidentielle de 2025 qui avance déjà à grands pas ? Que va devenir la Côte d'Ivoire ? Va-t-on assister à un nouveau bras de fer entre le fondateur du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI) et son rival de toujours, le président Alassane Dramane Ouattara ? La question est d'autant plus fondée que tout porte à croire que le désormais ex-époux de Simone Gbagbo dont le divorce a été officiellement prononcé devant la Justice ivoirienne, le 30 juin dernier, est loin d'avoir enterré ses ambitions de reconquérir le fauteuil présidentiel qu'il a perdu dans les conditions que l'on sait. Et si Gbagbo doit revenir dans le jeu électoral, au moment où le président ADO est dans une logique de passage de témoin générationnel, on peut se demander si le natif de Kong ne reverra pas sa position. De là à présager de l'éventualité d'une autre situation hautement conflictogène, qui verrait les trois grandes figures de la scène politique ivoirienne qu'ils constituent ensemble avec Henri Konan Bédié se remettre dans le jeu électoral, il y a un pas que d'aucuns pourraient vite franchir. C'est dire si l'on peut nourrir des craintes au fur et à mesure qu'approchera la date de la présidentielle de 2025, si rien n'est fait pour désamorcer la crise latente qui semble couvrir sous ces récriminations qui sont loin d'être anodines. En tout état de cause, la Côte d'Ivoire n'a pas besoin d'une répétition de l'histoire. Et l'on espère que tous les acteurs de la scène politique auront appris la leçon et l'auront comprise.

« Le Pays »

En délicatesse avec le pouvoir d'Abidjan, l'ex-président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Guillaume Soro, qui vit en exil depuis 2019 suite à sa condamnation judiciaire pour « complot » et « tentative d'atteinte contre l'autorité de l'Etat », a encore maille à partir avec la Justice. Cette fois-ci, il est visé par une information judiciaire en France où il fait l'objet d'une plainte pour torture et assassinat, déposée en mai 2020, au nom de la fille du chef du « commando invisible », Ibrahim Coulibaly dit IB.

En attendant de voir à quoi aboutira ce nouveau dossier judiciaire que l'avocat de Guillaume Soro qualifie de « procédure calomnieuse et politique, une tentative de réécriture mensongère de l'histoire », on peut dire que les tuiles continuent de s'amonceler sur la tête de l'ancien chef rebelle qui avait pourtant réussi à gravir les échelons jusqu'à se hisser au rang de deuxième personnalité de l'Etat, après le président Alassane Dramane Ouattara (ADO), avant de tomber en disgrâce dans les conditions que l'on sait.

La perspective du retour de Guillaume Soro au pays natal, paraît lointaine

Et ce, au moment où l'ancien fidèle du président ivoirien, est loin d'avoir abandonné ses ambitions politiques. Lui qui ne faisait déjà pas mystère de sa volonté de briguer le fauteuil présidentiel en 2020, et qui ne semble pas désespérer de se retrouver sur la ligne de départ de la course menant au palais de Cocody en 2025. En tout cas, tout porte à croire que s'il s'est fait réélire, en 2022, à la tête de sa formation politique, Génération des peuples solidaires (GPS), c'est pour mieux rester au-devant de la scène politique, malgré son éloignement du pays. Toute chose qui dénote d'une volonté, pour l'ancien député de Ferkéssédougou, de continuer à peser dans le jeu politique, même s'il y a des raisons de penser que la perspective de son retour au pays natal, paraîtra toujours lointaine aussi longtemps que le fossé de la rupture entre lui et le maître

d'Abidjan, continuera de s'agrandir. En un mot comme en mille, à regarder aujourd'hui la situation d'une telle personnalité politique qui est pratiquement contrainte à la clandestinité, l'on peut se convaincre que, sans pour autant avoir touché le fond, Guillaume Soro est en train de plonger. Surtout avec ce nouveau dossier judiciaire qui ne manquera pas de troubler encore son sommeil.

Laurent Gbagbo espère toujours être réhabilité

Mais au moment où l'avenir politique de Bogota continue de s'assombrir, l'ex-président Laurent

L'ours



Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas) Email:Connectionivoirienne@gmail.comPhones: Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net

Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs. Débaillly: Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10 Sylvie Kouamé : Economie et politique Hervé Coulibaly : Intelligences et société Liman Serge : Sports et culture Maquetiste Ignace.G : 07 58 16 20 73.



Drame - Les fortes pluies font 15 morts et plusieurs disparus en une journée à Abidjan: Les maires fortement critiqués



Politique

Le dernier bilan fait état de 15 morts. À l'approche des prochaines élections municipales, les maires sont plus que jamais sous les feux des critiques, au regard des drames quotidiens occasionnés par les fortes averses de ces dernières semaines. Caniveaux inexistants, bouchés, béants...rues impraticables, inondations, glissements de terrains, éboulements, effondrements de maisons, noyades...tout y passe. Que font les maires de Yopougon, Marcory, Attécoubé, Cocody, Abobob, Grand-Bassam, Bingerville etc. ? Se remplir les poches au moment tous les regards se tournent encore vers le gouvernement ? La journée du vendredi 7 juillet restera à jamais gravée dans la mémoire de nombreux résidents dans les communes de Yopougon et d'Attécoubé. Elle a été sombre pour une douzaine de familles qui ont vu leurs parents ou proches passer de vie à trépas

En effet, la forte pluie qui s'est abattue sur la ville d'Abidjan dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 juillet 2023 a fait 14 morts et 3 disparus, selon des sources policières. Précisément 13 morts à Yopougon Gesco (Gesco Manutention 3 décès, petit Bouaké 4 tués, quartier Micao Forage 1 mort et Micao Number One 4 corps), 1

corps isolé trouvé dans un bas-fond à Micao et 1 mort à Attécoubé Mossikro.

Presque toutes ces personnes tuées l'ont été par éboulement de terre. Donc asphyxiées par la terre rouge provenant du dessus de leurs habitations. C'est le cas d'une famille dont la grand-mère répond au nom de Z.B, la soixantaine d'âge. Elle, qui vivait dans une petite maison de 2 pièces suspendue sur une petite côte au quartier Micao Forage avec ses petits-enfants et sa fille, a vu sa tête brisée par le mur qui a cédé face à la force de la terre boueuse. Elle et sa fille (la maîtresse de cette maisonnée) ainsi qu'une fillette de 10 ans et un enfant de 3 ans ont trouvé la mort à cause de l'écoulement de la boue. Leur disparition a laissé le voisinage et le quartier sans voix. « La grand-mère fut ma mère adoptive. C'est la femme de mon père qui est décédé en 1999. J'ai été appelé par téléphone, hier nuit, aux environs de 3h du matin par mes petits frères. Ce matin, je viens et c'est un constat de consternation. Quatre morts en un seul coup », explique Dalougou Dalphé Obli, parent des victimes qui, malgré le calme qu'il voulait s'imposer, a été trahi par de grosses larmes. Ce résident de Dabou a laissé, par la suite, en-

tendre que dans la maison 6 personnes y vivaient. Outre les décédées, il y avait un étudiant qui a échappé au mauvais sort. Il a réussi à s'enfuir quand le drame survenait. Voulant secourir sa mémé, il a été secoué par le courant venant du corps de cette dernière. Parce que l'éboulement a occasionné la cassure des fils électriques. Du coup, c'était l'obscurité totale à 1h du matin Lui, en voulant se sauver, a été aussi blessé au bras, ont raconté des témoins. La sixième personne de cette maison est une jeune fille. Qui était chez son petit ami où elle a passé la nuit. Elle a eu la vie sauve. Pleurs, cris, lamentations. Nous sommes dans le même quartier (secteur Dakoury). Juste à une centaine de mètres du premier drame. Là, c'est un jeune de 33 ans répondant aux initiales de G.S.P qui a, lui aussi, perdu la vie à cause de l'éboulement. Son corps couvert d'un drap était encore exposé attendant la police scientifique. C'est le dépôt d'ordures de la zone au-dessus de sa maison qui a cédé et est tombé sur sa maison de 3 pièces pendant qu'il dormait. Les ordures confondues avec la boue dans le ruissellement des eaux de pluie ont cassé une partie du mur qui donnait dos à la montagne d'ordures. Principalement, elles sont tombées sur la chambre de la victime. Il fallait plusieurs heures de recherche dans la boue pour retrouver son corps. Sa petite famille composée de sa mère et de ses enfants ont eu la vie sauve. Ils étaient dans la deuxième chambre

Même scénario au quartier Micao number One où il y a eu 4 morts et au quartier Manutention 3 tués. Désolation et inquiétude se lisent également sur les visages des proches des victimes.

1 mort à Attécoubé Mossikro

Dans cette commune, précisément à Mossikro Boussangadougu, c'est une jeune fille de 22 ans (G.G.C), couturière de son état, qui a perdu la vie, également par éboulement. Elle vivait dans un appartement de 2 pièces avec sa grande sœur et son mari ainsi que le fils de sa grande sœur. G.G.C a été tuée dans son sommeil. La terre venue du haut de la maison est tombée dans le salon où elle dormait. La toiture de l'habitation a cédé ainsi qu'une partie du mur. « Je ne peux pas parler. Je ne sais pas quoi dire. Je suis sous le choc. Toutes mes excuses. Je viens d'arriver de la morgue du Chu de Yopougon où le corps a été transféré », a lancé Gogbeu Ferdinand, le beau-frère de la victime. Tout essoufflé et le visage grave.

Un immeuble effondré à Bingerville

La ville de Bingerville n'a pas connu d'éboulement de terre à la suite de la forte pluie tombée sur le district d'Abidjan dans la nuit du 6 au 7 juillet 2023. Mais plutôt un immeuble effondré. Un R+2 s'est écroulé sans faire de victimes au quartier Namoué.

En fait, personne n'y était, parce que les travaux de construction ont été arrêtés depuis 2016, a laissé entendre M. Essé Florent, chef d'antenne du ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (Mclu) de Bingerville sud.

A l'en croire, le maître d'ouvrage (propriétaire) qui répond aux initiales de G.I construit à son rythme. Il dispose d'un permis de construire d'un R+3 établi depuis 2016.

Un prêt de 45 milliards de fcfa de la Banque arabe pour le développement pour construire de 7 500 logements sociaux

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné, a annoncé que le financement de 45 milliards de FCFA accordé par la BADEA à la Côte d'Ivoire permettra de réaliser une première phase de 1 240 appartements dans la ville d'Abidjan, dont 800 appartements à Yopougon BAE- Cité Policière et 440 appartements à Attécoubé-Locodjro. C'était le lundi 10 juillet 2023 à la Primature à Abidjan-Plateau, à l'occasion de la cérémonie officielle de signature de l'accord de prêt entre l'État de Côte d'Ivoire et la Banque arabe pour le Développement économique en Afrique (BADEA) pour la construction de 7 500 logements sociaux et économiques à hauteur de 75 millions de dollars US, soit 45 milliards de FCFA. « Le montant mobilisé couvre à la fois les travaux de construction des bâtiments, à savoir au total 31 immeubles de type R+9 de 40 appartements chacun, mais également ceux relatifs aux VRD secondaires, parkings, espaces verts, espaces de jeux, etc. », a ajouté le ministre. Par ailleurs, a-t-il précisé, en contrepartie du prêt octroyé, l'État de Côte d'Ivoire devra prendre en charge les travaux de renforcement des VRD primaires sur les sites du programme, ainsi que la réalisation des équipements de proximité : écoles, marchés, centres de santé... Bruno Nabagné Koné a annoncé que le présent accord de prêt permettra de lancer, dans les prochaines semaines, les travaux de la phase pilote du programme d'urgence dans la ville d'Abidjan, en attendant ceux des villes de l'intérieur du pays pour lesquels les appels d'offres sont en cours. Et d'assurer que dans un souci de célérité, son département ministériel a initié, par anticipation, un processus d'appel d'offres international pour la sélection des entreprises en charge des travaux, ce qui a permis de sélectionner les entreprises attributaires prêtes à démarrer les travaux dès la mise à disposition



du financement.

Le ministre en charge de la construction a affirmé que « l'accord de prêt entre l'État de Côte d'Ivoire et la BADEA est relatif au financement de la première phase du programme d'urgence de 25 000 logements sociaux et économiques à Abidjan et dans certaines villes de l'intérieur du pays ». Le Programme d'urgence, a-t-il rappelé, a été conçu pour relancer durablement le

Programme Présidentiel de Construction de Logements sociaux et économiques, à la suite des récentes réformes adoptées par le gouvernement dans le secteur de l'habitat, notamment la création de l'Agence nationale de l'Habitat, la mise en place du Fonds de Garantie du Logement Social, la recapitalisation de la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire, et l'instauration de taxes parafiscales sur certains matériaux de

construction. « Ce programme dont le coût global est estimé à environ 500 milliards de FCFA, vise la construction de 25 000 logements en centres urbains, dont 20 000 unités à Abidjan et 5 000 unités à l'intérieur du pays, dans les villes de Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo et San Pedro », a-t-il conclu.

CICG

Politique

Élections durant les grandes vacances scolaires: La juriste Cissé Salimata, candidate indépendante à Treichville met en garde contre la transhumance

La Côte d'Ivoire s'apprête à organiser les élections municipales et régionales le 2 septembre 2023. À la veille de ces scrutins couplés, des partis politiques ont déjà désigné leurs candidats. Sans couverture politique, certains candidats ont décidé d'aller à ces élections en roue libre. C'est le cas de madame Cissé Salimata, conseil juridique. Le 9 juillet à Marcory, elle a annoncé offi-

ciellement sa candidature indépendante à la mairie de Treichville. Selon elle, les Municipales ne sont pas des élections politiques, mais de développement. La mairie est une entité décentralisée de l'Etat. Elle a donc pour vocation première le développement. C'est pourquoi, les votants doivent être exclusivement ceux qui résident dans la commune et non ceux qui sont été

transportés juste pour le vote. Rappelant que la transhumance est interdite par la loi, la future candidate fait savoir que le bétail électoral transporté n'a pas d'intérêt dans cette commune. Celle qui n'est pas à sa première participation indique par ailleurs qu'elle est engagée dans les projets d'aide à la jeunesse et aux femmes sans oublier toutes les personnes ayant besoin

d'assistante. « Nous allons poursuivre ce que nous avons entamé », a-t-elle fait savoir devant la presse. Dénommée enfant de Treichville, son équipe et elle entendent œuvrer davantage pour le bien-être de la population et le développement de cette commune dite N'Zassa.

Par Mélédje Tresore

Immatriculation des véhicules en Côte-d'Ivoire: Encore une réforme futile avec des explications grossières



Résumons. Pour justifier une nouvelle immatriculation des véhicules en Côte d'Ivoire, le ministre des Transports, Amadou Koné, explique que la nouvelle plaque aura une base de données (la grosse plaisanterie), que les plaques seront plus lisibles (comme si celles qui sont là, ne le sont pas), que les doublons et la fraude seront évités. Les doublons sont la faute de l'administration qui produit les plaques et la fraude ne peut être évitée sur aucune pièce (même aux Etats-Unis, il y a de la fraude sur les plaques, c'est la capacité de traquer les fraudeurs qui est importante). Il explique que le délai d'attente sera réduit, comme par enchantement et que les nouvelles plaques résisteront mieux aux chocs. Il dit aussi que la nouvelle plaque sera homologuée et blablabla. La question que je pose constamment aux cadres du ministère des Transports qui ont trouvé cette ingénieuse idée (je rappelle qu'Amadou Koné est ministre des Transports depuis six ans et c'est maintenant qu'il prétend que toutes ces plaques produites sous son administration n'avaient pas de base de données) est ceci : en quoi tout ce que vous décrivez-là vous autorise à changer de plaque d'immatriculation ? Pourquoi voulez-vous forcément emmerder le citoyen ordinaire, surtout que le ministre déclare lui-même qu'il « ne s'agit pas pour ceux qui ont des plaques authentiques, lisibles, de changer », autrement dit, il suffira qu'un policier dise qu'il y a une égratignure sur ta plaque pour que l'on te contraigne à aller payer 17 500 FCFA pour son changement ? Mon opinion est simple : c'est pour justifier un blessage de jeton

quelque part ? Quand vous voyez une personnalité faire compliqué ce qui est simple, c'est qu'elle a un agenda. En effet, en quoi avoir une plaque d'immatriculation comm France (même couleur et même présentation) donne une identité aux véhicules en Côte d'Ivoire ? En quoi notre couleur de fond bleue gêne tant Amadou Koné dans la sécurisation de la plaque d'immatriculation ? Est-on obligé de remettre tout à plat pour corriger toutes ces erreurs techniques et structurelles qui ne disparaîtront pas, simplement parce qu'on a changé de couleur de plaque ? L'on comprend aisément que le motif de ce changement de plaques, avec son corollaire de stress pour l'automobiliste qui va encore aller faire la queue ; est ailleurs, mais pas dans ceux avancés. Quand on veut masquer son incompetence à conduire de vraies réformes qui impactent durablement la vie de ses concitoyens, on crée des choses aussi futiles que puériles, et on embrouille le grand public avec des explications grossières, manifestement mal ficelées. Au passage, cela plus de six mois que j'ai demandé une nouvelle plaque d'immatriculation pour ma Range Rover. Je ne l'ai jamais reçue. Et ce n'est pas en changeant de couleur de plaque, que l'administration chargée de la fabriquer, m'appellera pour que je vienne la chercher. Il faut arrêter de nous prendre pour des cons et travailler vraiment à des réformes sérieuses.

André Silver Konan
Ambassadeur de la sécurité routière

Daloa-La nouvelle mine d'or d'Abujar entre en phase de production commerciale

Début janvier 2023 la nouvelle mine d'or située à 30 km de la 3e ville du pays, Daloa, est entrée en production en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'Abujar, opérée par la compagnie Tietto Minerals. Quelques mois après le démarrage de l'exploitation, la société vient de franchir une nouvelle étape importante dans son calendrier. La compagnie minière Tietto Minerals a annoncé jeudi 6 juillet l'entrée en phase de production commerciale de sa mine d'or Abujar, en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'une nouvelle étape importante pour ce projet entré en service, il y a quelques mois et qui fonctionne à pleine capacité depuis le mois de mars. Selon les détails communiqués par la société sur son site, la mine a livré 9 500 onces d'or durant le trimestre bouclé en mars, puis 15 592 onces durant celui terminé en juin. « Les taux d'extraction ont nettement augmenté au cours du trimestre, et nous prévoyons de dégager un flux de trésorerie net important au cours du second semestre grâce à l'optimisation de l'extraction et du broyage après avoir atteint la production commerciale en juin », a déclaré le DG Matt Wilcox. Pour rappel, selon les plans actuels de Tietto Minerals, l'exploitation à ciel ouvert devrait durer 10 ans et livrera annuellement 200 000 onces d'or sur les six premières années. Grâce à un investissement de 48,4 millions de dollars que la société prévoit de réaliser à partir de la sixième année, une exploitation souterraine sera développée et portera la durée de vie du projet à 12 ans.

Louis-Nino Kansoun

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous
info@connectionivoirienne.net

Cedeao-Nigéria: Le président Bola Tinubu va diriger le bloc régional en Afrique de l'ouest



remplacera, à partir de 2024, le dirigeant bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embalo, à la tête de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, un bloc régional au sein duquel certains pays subissent des coups d'Etat depuis quelques années. S'exprimant lors d'un sommet à Bissau après avoir été nommé à la tête de la Cedeao en remplacement du dirigeant bissau-guinéen Umaro Sissoco Embalo, le nouveau président nigérian a déclaré que la démocratie était « la meilleure forme de gouvernement », bien qu'elle soit « très difficile à gérer ». « Nous en avons besoin pour être un exemple pour le reste de l'Afrique et du monde », a-t-il déclaré. « Nous ne permettrons pas qu'il y ait coup d'Etat après coup d'Etat en Afrique de l'Ouest », a-t-il ajouté. Lire aussi : Article réservé à nos abonnés A un Nigeria « désenchanté », le nouveau président Tinubu promet d'être « un leader juste »

La suspension du Mali levée

Trois membres de la Cedeao (le Mali, la Guinée et le Burkina Faso) ont subi cinq coups d'Etat depuis 2020. Omar Aliou Touray, président de la commission de la Cedeao, a exhorté les juntes de ces pays à respecter les délais convenus pour remettre le pouvoir à des dirigeants civils. « Dans le cas où le temps imparti pour la transition échoue, des sanctions majeures pourront tomber », a-t-il déclaré. Samedi, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) a accepté de lever la suspension du Mali de ses organes et institutions, décidée en janvier 2022 pour sanctionner l'intention de la junte de se maintenir au pouvoir plusieurs

années. La Cedeao avait aussi imposé une série de mesures à l'encontre de l'Etat du Sahel, mais les a levées en juillet 2022 après que la junte a accepté une transition en mars 2024. Intégration économique « inclusive » Dimanche, M. Touray a déclaré que la Cedeao avait mis en place une commission chargée d'examiner les options en matière de sécurité au Mali, alors que les Nations unies mettent un terme à leur mission de maintien de la paix dans ce pays, qui dure depuis dix ans. « Cette commission dispose de quatre-vingt-dix jours pour réfléchir et faire des propositions », a-t-il déclaré. Le Mali est en proie depuis 2012 à une crise sécuritaire profonde, alimentée par des groupes djihadistes et séparatistes ou proclamés d'autodéfense. Partie du nord, elle s'est propagée au centre du pays, au Burkina Faso et au Niger voisins. M. Tinubu, qui a prêté serment en mai en tant que président de la plus grande économie d'Afrique, a déclaré que les membres de la Cedeao poursuivraient une intégration économique « inclusive » au cours de l'année à venir. « Nous devrions avertir les exploités que notre peuple a suffisamment souffert », a-t-il déclaré dimanche. « Je suis avec vous, et nous [le Nigeria], nous sommes de retour. »

Le Monde avec AFP

Accueil triomphal pour Kylian Mbappé arrivé au Cameroun « paternel »



La star du Paris Saint-Germain a atterri jeudi à Yaoundé pour une visite de 48 heures dans le pays natal de son père Wilfrid. Il a été ovationné par plusieurs centaines de personnes. Paris Saint-Germain and France national football team star striker Kylian Mbappe (C) greets crowds gathered outside at the Yaounde Airport in Yaounde on July 6, 2023 as he arrives for a charity visit and a tour of his father's village. (Photo by Daniel BELLOUMOU OLOMO / AFP) Un programme, dont l'AFP s'est procuré une copie, prévoit qu'il visite vendredi matin l'école pour enfants sourds et malentendants de

la Fondation pour l'éducation et la promotion des personnes déficientes auditives (FEPPDA) à Yaoundé, puis participe à un « match de basket Mbappé vs Joakim », sans doute Joakim Noah, fils de Yannick et ancien joueur de la NBA. Vendredi après-midi, il participera à un match de football contre le FC Vent d'Etoudi, club de D2 camerounaise que préside Yannick Noah. Il ira samedi à Douala, la capitale économique du Cameroun, où il doit visiter une école puis se rendra à Djebalé, le village de son père Wilfrid Mbappé, né à Douala mais qui a quitté très tôt le Cameroun pour la France.



Du 24 au 26 JUILLET 2023
AU SOFTEL HOTEL NORE

Salon Africain
de l'Invention
et de l'Entreprise
Innovante

THÈME: PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE,
INNOVATION ET ENTREPRENEURIAT



Le gouvernement lance la caravane nationale de l'entrepreneuriat à Yamoussoukro à quelques semaines des élections locales

Politique

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, Souleymane Diarrassouba, a procédé à l'ouverture officielle de l'édition 2023 de la caravane nationale de l'entrepreneuriat doublée de la caravane de démonstration et de promotion de techniques dans les régions et districts de Côte d'Ivoire, le samedi 8 juillet 2023, à la fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro. A cette occasion, Souleymane Diarrassouba a insisté sur la nécessité pour les jeunes et les femmes du District de Yamoussoukro de s'orienter davantage vers l'entrepreneuriat. C'est pourquoi, il a salué ces deux caravanes qui constituent des occasions pour motiver les jeunes à entreprendre. A cet effet, il a égrené quelques actions initiées par le Gouvernement, en vue d'accompagner les jeunes dans la création de leurs propres entreprises. Il s'agit notamment du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ-Gouv) qui contribue à amplifier les actions en faveur des jeunes, à travers l'accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat, le renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale et l'amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être. Pour l'année 2023, le PJ Gouv est évalué à 361 milliards de FCFA. A cela, le ministre Souleymane Diarrassouba a ajouté les réformes qui viennent renforcer l'écosystème des PME, avec l'opérationnalisation du Guichet unique de développement des entreprises de Côte d'Ivoire (GUDE-PME) et la Caisse des dépôts et consignations de la Côte d'Ivoire (CDC-CI capital) qui va solutionner la problématique de fonds propres des PME. « L'insertion des jeunes par l'entrepreneuriat est une problématique d'actualité en Côte d'Ivoire. Elle constitue une priorité pour le Gouvernement qui ambitionne de développer la culture entrepreneuriale au sein de la population à travers des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'entrepreneuriat au niveau national, en collaboration avec tous les acteurs », a-t-il déclaré, avant de noter que la caravane nationale de l'entrepreneuriat permettra aux jeunes et aux femmes de mieux connaître et comprendre la fonction d'entrepreneur, d'en saisir les défis et de donner l'envie de se lancer en affaires.



La seconde activité concerne la caravane promotionnelle initiée par le Centre de Démonstration et de promotion de Technologies (CDT), afin de rapprocher les technologies des utilisateurs finaux. Elle consiste à

faire des tournées dans les régions de la Côte d'Ivoire avec des technologies adaptées aux spécificités de la région visitée, pour des démonstrations publiques et des projections de film des machines du CDT sui-

vies de séances d'explication et d'échanges avec les populations.

CICG

Cardiologie-La Côte-d'Ivoire fait évacuer 9 enfants en Israël pour des opérations à cœur ouvert

Des enfants dont l'âge est compris entre 2 et 15 ans, souffrants d'une malformation cardiaque congénitale subiront une opération chirurgicale en Israël. Le départ est prévu pour ce mardi 4 juillet 2023. L'information a été donnée lors de la cérémonie de soutien et d'encouragement aux parents de ces enfants qui s'est déroulée le lundi 3 juillet 2023, à l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA). Il s'agit

pour ce deuxième voyage de 9 enfants dont 5 garçons et 4 filles. Ce voyage est une mission initiée par l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) avec l'appui de la Fondation Mitrelli, Menomadin, Promed et Save Child's Health. Il s'inscrit dans la ligne droite de la collaboration qui lie l'ICA et les partenaires israéliens. Selon le Ministre Pierre Dimba, qui accorde un grand prix à ce lutte, cette collaboration vise

à diagnostiquer et traiter les enfants de la Côte d'Ivoire malades de cœur, tout en établissant conjointement l'indépendance sanitaire de la chirurgie cardiaque pédiatrique en Côte d'Ivoire. Pour rappel, en 2021, la première mission composée de 5 enfants ont été opérés et guéris en Israël, dans le cadre de cette même collaboration qui existe depuis 3 ans.

Basketball: La NBA fait son retour à Johannesburg en Afrique du Sud

La National Basketball Association (NBA) (<https://www.NBA.com>) et la Fédération Internationale de Basketball (FIBA) ont annoncé aujourd'hui que la 19e édition de Basketball Without Borders (BWB) Africa se tiendra à l'American International School de Johannesburg, en Afrique du Sud, du vendredi 28 juillet au lundi 31 juillet. Il s'agit de la 15e fois que le programme de développement du basketball mondial de la NBA et de la FIBA, axé sur la solidarité et la communauté, se déroulera à Johannesburg et de la première fois depuis 2018. BWB Africa 2023 rassemblera 40 garçons et 40 filles de plus de 25 pays africains pour apprendre directement des joueurs, légendes et entraîneurs actuels et anciens de la NBA, de la WNBA et de la FIBA, et pour concourir aux côtés de leurs pairs venant de tout le continent. Les participants et les entraîneurs, qui seront annoncés avant le camp, participeront également à des activités de développement des compétences de vie, de leadership et aux programmes NBA Cares.

« L'intérêt pour le basketball et la NBA continue de croître en Afrique du Sud, et nous sommes ravis que BWB Africa revienne à Johannesburg le

mois prochain, 20 ans après que le premier camp ait eu lieu à l'American International School en 2003 », a déclaré Victor Williams, PDG de la NBA Africa. « Nous sommes impatients d'accueillir certains des meilleurs jeunes joueurs du continent, qui ont mérité le droit de représenter leur pays lors de ce camp prestigieux et qui auront maintenant l'opportunité d'apprendre directement des joueurs et des entraîneurs qui ont atteint les plus hauts niveaux du jeu. »

« La 19e édition de BWB Africa de cette année en Afrique du Sud sera sans aucun doute un excellent camp pour tous les participants », a déclaré Zoran Radovic, directeur des Fédérations Nationales et du Sport à la FIBA. « Le basketball connaît une croissance rapide en Afrique, comme cela a été particulièrement visible lors de la saison récente de la BAL. Ce camp offrira une précieuse opportunité aux jeunes joueurs de mettre en valeur leurs compétences et d'apprendre des professionnels expérimentés sur et en dehors du terrain. Nous sommes impatients de voir ce jeune talent briller plus tard ce mois-ci. » Trente-huit anciens participants de BWB ont figuré parmi les 120 joueurs internatio-



naux inscrits sur les listes des effectifs pour la saison 2022-2023 de la NBA, dont Joel Embiid (Philadelphia 76ers ; Cameroun ; BWB Africa 2011 à Johannesburg), élu Joueur le plus précieux (MVP) de la NBA pour la saison 2022-2023, devenant ainsi le premier ancien participant de BWB à recevoir ce titre, ainsi que Pascal Siakam

(Toronto Raptors ; Cameroun ; BWB Africa 2012 à Johannesburg), champion de la NBA en 2019. Au total, 12 anciens participants de BWB Africa ont été draftés dans la NBA depuis 2003. Cinquante-quatre anciens participants de BWB Africa ont été présents dans les effectifs des équipes de la Basketball Africa League (BAL) au cours

des trois premières saisons de la ligue. BWB Africa 2023 bénéficiera du soutien de Nike, partenaire mondial de BWB depuis 2002, qui fournira aux participants des vêtements et des chaussures Nike, ainsi que de Gatorade, qui hydratera les joueurs et les entraîneurs tout au long du camp. BWB a touché plus de 4 000

participants venant de 136 pays et territoires depuis 2001, avec 111 anciens participants accédant à la NBA ou à la WNBA. La NBA et la FIBA ont organisé 69 camps BWB dans 46 villes réparties sur 32 pays et six continents.

La mascotte «AKWABA» de la CAN 2023 dévoilée



Le Comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football Côte d'Ivoire 2023 (COCAN) a dévoilé, le vendredi 07 juillet 2023 à Abidjan, la mascotte officielle de la 34e édition de la CAN qui se déroulera du 13 janvier au 11 février 2024 en Côte d'Ivoire. C'était au cours d'une cérémonie présidée par la ministre d'État, Kandia Camara, représentant le Premier Ministre Patrick Achi. Dénommée «AKWABA», la mascotte prend les traits d'un éléphant vêtu d'un maillot orange, d'un short vert et arborant des chaussures de football. Sur sa tête trône majestueusement un chapeau traditionnel akan. De plus, la mascotte

Akwaba a un regard franc, dégage une ambiance de gaieté générale. Sa trompe élevée au-dessus des défenses dissuade les imprudents quand sa patte est avancée pour relancer le ballon. Le président du COCAN, François Albert Amichia, a indiqué que la mascotte n'est pas seulement l'élément d'identité visuelle, elle est un catalyseur de l'attractivité de la CAN 2024 aux plans social et économique. Il a dit «Akwaba » (bienvenue) à la mascotte et a rappelé son immersion dans les thématiques des poids à peser l'or, du cacao et du pagne tissé ivoirien qui sont des emblèmes économiques et culturels de la Côte d'Ivoire. Pour

Amichia, le dévoilement de la mascotte enclenche la phase d'accélération des préparatifs de la compétition. Il a annoncé qu'après la phase médiatique, le tirage au sort pour la constitution des poules interviendra le 12 octobre prochain. Le Président du COCAN a appelé les populations à œuvrer en synergie afin de relever le défi de l'organisation de la plus belle des CAN, non sans féliciter Kouadio Raoul Frédérique, l'artiste qui est le concepteur de la mascotte.

CICG